

**Union européenne - Triangle de  
Weimar - Déclaration commune des  
secrétaires d'État français,  
allemand et polonais chargés des  
affaires européennes**  
(Paris, 30 septembre 2015)

Relancer l'initiative pour l'Europe

L'Europe est actuellement mise à l'épreuve par une succession de crises sans précédent. L'afflux de réfugiés le plus important depuis la deuxième Guerre mondiale, la déstabilisation de plusieurs régions de notre voisinage oriental et méridional, un chômage élevé et des déséquilibres sociaux dans de nombreux États membres, le réchauffement climatique et la sécurité énergétique : l'ensemble de ces défis auxquels nos pays sont actuellement confrontés requiert des réponses communes et appelle une plus grande solidarité ainsi qu'un approfondissement de l'intégration européenne.

La capacité de l'Europe à répondre à ces défis sera déterminante pour son avenir. C'est notre projet européen commun et sa place dans l'Histoire qui sont en jeu.

Et pourtant, les risques de fragmentation n'ont jamais été aussi grands. Le populisme, le nationalisme et la tentation du repli sur soi se renforcent dans presque tous les États membres, entraînant une remise en question du principe fondamental de la solidarité européenne.

Conscients de la responsabilité qui est la nôtre en tant qu'Européens engagés, nous, ministres des affaires européennes de l'Allemagne, de la France et de la Pologne, réaffirmons notre détermination commune à renforcer la coopération entre nos pays pour apporter une réponse aux crises actuelles et reprendre l'initiative pour l'Europe. Dans un contexte économique et géopolitique incertain, l'Europe doit se montrer plus ambitieuse pour relever avec force les défis globaux auxquels elle est confrontée, tout en demeurant fidèle à ses valeurs fondamentales.

À cet effet, nous appelons notamment à :

1. Une réponse globale et commune à la crise des réfugiés, fondée sur la solidarité, la responsabilité et l'humanité. L'ampleur sans précédent et le caractère durable de la crise actuelle mettent profondément à l'épreuve nos valeurs européennes. Il est d'une importance cruciale d'y apporter une réponse européenne globale qui prenne en compte toutes ses dimensions. La mobilisation commune de l'Allemagne, de la France et de la Pologne, avec leurs autres partenaires, a permis d'aboutir à des décisions ambitieuses lors du conseil JAI et du conseil européen de la semaine dernière. En nous appuyant sur ces avancées essentielles,

nous continuerons non seulement à sauver des vies en Méditerranée, mais nous intensifierons également nos efforts pour mettre en place rapidement une politique d'asile commune, pour renforcer notre soutien aux États membres et aux pays tiers les plus touchés par l'afflux de réfugiés, pour mettre en place des centres d'accueil (hotspots) dans les pays de première entrée, pour améliorer la gestion des frontières extérieures de l'Union, pour renforcer la lutte contre les passeurs et les réseaux criminels et pour développer notre coopération avec les pays tiers d'origine et de transit.

2. Un soutien accru en faveur de la croissance et de l'emploi, qui a été reconnu comme une priorité absolue par la nouvelle commission européenne. La mise en oeuvre du plan Juncker pour soutenir les investissements stratégiques au sein de l'Union représente une première étape importante mais des initiatives supplémentaires doivent impérativement être engagées, en particulier en matière de lutte contre le chômage des jeunes qui reste à un niveau inacceptable. Compte tenu de l'importance du marché intérieur et de ses libertés fondamentales pour la compétitivité européenne, de nouvelles mesures ciblant les obstacles qui entravent son bon fonctionnement doivent être au coeur de notre programme commun en faveur de la croissance. La crise économique a aussi mis en évidence la nécessité d'une intégration plus approfondie de l'Union économique et monétaire afin de réduire les déséquilibres macroéconomiques ainsi que les écarts de croissance, de revenus, de compétitivité et de taux d'emplois qui se sont creusés depuis 2008. En se fondant sur l'évaluation et les recommandations présentées dans le rapport des cinq présidents, le conseil européen d'octobre constituera une opportunité que nous devons saisir pour doter la zone euro d'une gouvernance politique renforcée, d'une meilleure coordination des politiques économiques, d'une plus grande convergence sociale, d'une légitimité démocratique accrue et d'un mécanisme budgétaire adéquat pour soutenir l'investissement et l'innovation. Ce processus visant une union économique et monétaire authentique doit être inclusif et transparent pour tous les États membres et ne doit pas mettre en péril l'intégrité de l'Union européenne dans son ensemble.

3. Une contribution européenne forte au succès de la Conférence de Paris sur le climat qui sera décisive pour l'avenir de la planète. Beaucoup reste à faire pour parvenir à l'accord nécessaire en vue de maintenir le réchauffement climatique sous le seuil des 2°C par rapport aux températures préindustrielles. L'Union européenne doit donc demeurer au coeur des discussions avec ses partenaires internationaux, en plaidant pour des mesures ambitieuses et des solutions de financement adaptées, conformément au mandat de négociation adopté par le conseil le 18 septembre et au cadre énergie-climat pour 2030 défini par le conseil européen d'octobre 2014.

À la veille du 25<sup>e</sup> anniversaire du Triangle de Weimar, l'Allemagne, la France et la Pologne souhaitent maintenir leur étroite coopération pour promouvoir une Union politique profondément intégrée, à même de relever ces défis majeurs et de répondre aux attentes de ses concitoyens./.